

Mot du Président

L'urgence énergétique, la souveraineté du plant de pomme de terre mise à mal

Notre Assemblée Générale est un moment convivial où nous nous retrouvons pour faire le point sur notre AOP et la filière en général. Force est de constater que cette année un climat d'inquiétudes et d'incertitudes s'est installé autour de notre production.



Je n'ai eu de cesse, et notamment lors de notre dernière AG, de remettre les mots rentabilité et compétitivité de notre production au cœur des débats. C'est essentiel si nous voulons maintenir une production de plants en France.

Or, les crises successives (covid, guerre en Ukraine, crise énergétique) ont pour influence, justifiée ou pas, l'augmentation exponentielle de nos charges de production. La mise à jour de notre étude économique vient confirmer ce constat.

L'augmentation des tarifs d'électricité est le coup de massue. Nous n'avons pas d'autres choix que de stocker notre production en frigo. Les annonces faites par le gouvernement ne sont pas suffisantes et nous demandons clairement un bouclier tarifaire. Il est nécessaire que chaque maillon de la filière se mobilise et permette une juste répercussion de ces hausses et une juste répartition de la valeur. Nous, producteurs, devons avoir une visibilité sur notre production à l'heure où certains opérateurs annoncent des hausses de prix des plants pour 2023 aux producteurs de conso. Il n'est pas normal que ces hausses de prix aux utilisateurs ne se traduisent pas par des hausses de rémunération des producteurs de plants. Des arbitrages peuvent encore être faits au printemps sur les cultures à emblaver avec des appels du pied de la betterave et des légumes industriels. Nous observons aussi des producteurs de plants qui veulent se lancer dans la production de conso. Il est crucial d'avoir un signal clair de l'aval de notre filière plant : du collecteur aux revendeurs de plants aux producteurs de conso. Je ne fustige personne mais nous demandons la transparence sur la répartition de la valeur, et ce d'autant que c'est bien le producteur de plant qui doit assumer les risques techniques mais aussi économiques.

Parallèlement, notre production subit de plein fouet les retraits successifs des solutions chimiques pour protéger les plants de pomme de terre au moment où la pression en maladies et ravageurs augmentent avec le changement climatique. Nous avons engagé, seuls ou avec d'autres filières, de nombreuses actions professionnelles pour anticiper au mieux ces retraits. Notre ITA plant de pomme de terre, inov3PT, est aussi pleinement engagé pour apporter des solutions concrètes et nous pourrions, dans un avenir proche, profiter de ces solutions alternatives. Nous demandons également au gouvernement de mobiliser une partie (2,5 millions d'euros) du surplus de taxes collectées dans le cadre du CASDAR pour financer des actions sur la recherche d'alternatives aux retraits des produits phytos pour les cultures spécialisées comme la nôtre.

Votre Fédération s'est mobilisée et se mobilise plus que jamais à plusieurs niveaux, français et européen, pour que les producteurs de plants soient entendus dans ce débat sur les hausses des coûts de production et sur le retrait des produits phytopharmaceutiques mais nous nous engageons aussi à plus long terme à travailler sur des solutions pour enclencher la transition énergétique et agroécologique.

Sur tous ces sujets, c'est bien l'esprit filière qui permettra de préserver la souveraineté de notre filière plant que nos aînés ont mis des années à construire. Par conséquent, producteurs de plants, mobilisons-nous pour faire face à ces défis.

Eric FALLOU, Président de la FN3PT